

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1920.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur le Budget général de 1921, autorisant la perception des impôts et contenant des dispositions diverses.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le précédent Ministère, pour des raisons de convenance qui s'indiquent amplement, a cru devoir laisser au nouveau Cabinet dont la constitution était en perspective depuis le mois d'août dernier, le soin d'arrêter et de présenter à la Législature le projet de Budget général pour l'exercice 1921.

De là un certain retard dans le dépôt de ce projet de loi, retard qui forcément se prolongera encore quelque peu, mais que le Gouvernement veillera, avec le plus grand soin, à abrégier le plus possible.

L'année est trop avancée pour laisser subsister le moindre espoir, qu'avant son échéance, il y aura encore moyen de voter l'état des recettes et des dépenses de l'exercice prochain.

Des crédits provisoires seront, dès lors, nécessaires pour assurer postérieurement au 31 décembre, la continuation des services publics.

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de saisir la Chambre d'un projet de loi à cette fin.

En l'absence, jusqu'à présent, du projet de Budget général pour 1921, les sommes proposées, en ce qui concerne les dépenses ordinaires, ont été calculées, pour les besoins des trois premiers mois, d'après les crédits alloués pour 1920, sauf certaines rectifications nécessitées, pour le Service de la Dette publique, par les échéances des intérêts, et, pour divers départements, par l'exécution de lois nouvelles votées au cours de la session dernière.

H

Pour les dépenses extraordinaires, les sommes ont été fixées aussi d'après les crédits accordés en 1920, mais notablement réduits de façon à laisser le champ libre aux plus larges diminutions d'ailleurs indispensables.

Les sommes proposées sont estimées nécessaires à l'effet de ne pas entraver la continuation de travaux en cours soit pour l'outillage du pays, soit pour sa reconstitution. En raison de la nature de leurs attributions, mesure plus large a été faite au Service du Ravitaillement et à l'Office des régions dévastées.

Si l'on considère, d'autre part, que la loi en projet défend d'engager toute dépense nouvelle sur le principe de laquelle il n'a pas encore été statué par la Législature, on ne saurait méconnaître que toutes les mesures sont prises pour sauvegarder les prérogatives du Parlement en ce qui regarde le vote des dépenses, et, dans ces conditions, je me permets de croire que la Chambre donnera son approbation aux crédits proposés.

* * *

Le projet de loi contient, en outre, diverses dispositions qui sont justifiées ci-après :

ART. 5.

Le surcroît de besogne qui a été imposé aux administrations publiques par les événements et les nouvelles lois fiscales et autres entrées en application, a été cause que des recettes et des dépenses se rattachant légalement à l'exercice budgétaire de 1919 n'ont pu être recouvrées ou liquidées et ordonnancées avant le 31 octobre 1920, date de la clôture de cet exercice.

En vue de laisser à ce dernier exercice, le plus possible, les recettes qui lui appartiennent et les dépenses qui lui incombent, le Gouvernement propose de le prolonger jusqu'au 31 décembre de l'année courante.

Comme la même situation se reproduira pour l'exercice 1920, il conviendrait de prendre, en ce qui le concerne, une mesure analogue.

Tel est l'objet de l'article 5 du projet de loi.

ART. 6 et 7.

Eu égard aux multiples difficultés nées de la guerre, l'article 3 de la loi du 25 janvier 1920 a permis, sans préjudice au délai normal de prescription (5 ans), d'établir *jusqu'au 31 décembre 1920*, les cotisations en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées, afférentes aux exercices 1913 à 1919.

D'autre part, l'article 4, 1°, de la même loi, a prolongé jusqu'à la date précitée, les délais de prescription qui étaient expirés en 1919 ou qui expireraient en 1920, relativement aux poursuites en recouvrement des impôts susvisés.

Malgré toute l'activité déployée par les services provinciaux, il leur sera matériellement impossible de terminer pour la fin de cette année : 1° l'établissement

des cotisations complémentaires au droit de patente à charge des personnes qui, ayant souscrit une déclaration à l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre, ont été reconnues avoir été antérieurement patentées d'après un chiffre de bénéfices inférieur à la réalité; 2° les réimpositions au droit de patente à régler à charge de redevables dont les impositions ont été fixées par un collège des répartiteurs incomplet, circonstance qui, en vertu d'une jurisprudence récente de la Cour de Cassation, rend les dites cotisations illégales.

D'autre part, parmi les cotes non apurées, pour le recouvrement desquelles la prescription sera incessamment acquise, il en est un grand nombre restant dues par des contribuables qui — sans être insolvable — se trouvent encore dans une situation difficile les empêchant de se libérer. Pour sauvegarder les droits du Trésor, des commandements interruptifs de la prescription devraient être signifiés à ces retardataires, ce qui occasionnerait une besogne considérable aux receveurs et des frais inutiles aux intéressés.

Dans ces conditions, pour empêcher que des contribuables n'échappent à un impôt dont ils sont légitimement redevables, et afin d'épargner à des personnes dignes d'intérêt des charges supplémentaires, le Gouvernement propose de reporter au 31 décembre 1921 le délai utile pour l'établissement des cotisations arriérées des exercices 1913 à 1919 et de proroger à la même date les délais de prescription venus à échéance en 1920 ou qui expireraient en 1921.

Ces dispositions seraient applicables également aux impositions provinciales et communales.

Vu les difficultés de toute nature dans lesquelles les contribuables se débattaient pendant la guerre, le Gouvernement de l'époque a décidé de surseoir, jusqu'à la fin des hostilités, au recouvrement des droits de succession dans la partie non occupée du pays.

Il importe d'éviter que les redevables ne puissent, à la faveur de cette décision, toute de bienveillance, opposer à l'État l'exception de prescription.

La disposition de l'article 7, 2°, tend à parer à ce danger et, plus généralement, à dispenser l'administration de faire de nombreux actes de poursuite conservatoire contre les redevables non encore rentrés au pays ou se trouvant dans l'impossibilité de s'acquitter de leur dette envers le Trésor.

ART. 8.

Les Comités de prêts et d'avances de Londres et de La Haye, créés respectivement par arrêté royal du 1^{er} décembre 1914 et par arrêté ministériel du 2 mars 1915 pris en exécution de l'arrêté royal du 1^{er} même mois, ont été autorisés à faire des avances sur créances à charge de l'État,

Les comptables de l'armée ont fait l'avance du montant de leur pension aux militaires retraités ayant repris du service; celle-ci était déduite du traitement.

La liquidation de ces avances comporte un travail très considérable, qui est en bonne voie d'exécution, mais ne pourra être terminé que partiellement au 31 décembre courant. Un nouveau délai d'un an, au maximum, sera nécessaire pour en permettre l'achèvement.

* * *

J'ai l'espoir, Messieurs, qu'en présence des motifs invoqués, vous consentirez à voter les dispositions qui font l'objet des articles 5 à 8 et que vous voudrez bien faire en sorte que la loi puisse être promulguée avant la fin de l'année, étant donné qu'elle doit sortir ses effets à partir du 1^{er} janvier 1921.

Le Ministre des Finances,

THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 DECEMBER 1920.

**Wetsontwerp tot toekenning van voorloopige kredieten te gelden op de
Algemeene Begrooting van 1921, tot toelating van de heffing der belastingen, en houdende verschillende bepalingen.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Om redenen van gevoeglijkheid, die licht te gissen zijn, heeft het vorig Ministerie geacht aan het nieuw Cabinet, waarvan de samenstelling sedert de maand Augustus laatstleden in uitzicht was, de zorg te moeten overlaten om het algemeen begrotingsontwerp voor het dienstjaar 1921 vast te stellen en aan de Wetgevende Macht voor te stellen.

Gevolg daarvan was een zekere vertraging bij de indiening van gemeld wetsontwerp, vertraging die noodzakelijkerwijze nog ietwat aanhouden zal, maar voor bekorting derwelke, in de mogelijke mate, de Regeering zal zorgen.

Het jaar is te ver gevorderd om de minste hoop te laten dat, vóór zijn verstrijken, nog middel zal bestaan om stemming uit te brengen over den staat der ontvangsten en der uitgaven van het aanstaande dienstjaar.

Voorloopige kredieten zullen, derhalve, benoodigd zijn om na 31 December de instandhouding der openbare diensten te verzekeren.

Ingevolge 's Konings bevelen, heb ik de eer daartoe bij de Kamers een wetsontwerp aanhangig te maken.

Bij ontstentenis, tot dusver, van het algemeen begrotingsontwerp voor 1921, werden de voorgestelde sommen, wat betreft de gewone uitgaven, berekend, voor de noodwendigheden der drie eerste maanden volgens de kredieten toegekend voor 1920, behoudens enkele verbeteringen gevorderd, voor den dienst der Openbare schuld, door de vervalttermijnen der interesten, en, voor verschillende departementen, door de tenuitvoerlegging der nieuwe wetten die in den loop van den jongsten zittijd tot stand kwamen.

Voor de buitengewone uitgaven werden de sommen insgelijks bepaald volgens de in 1920 toegestane kredieten, doch merkelyk ingekrompen derwijze veld te laten aan ruimere, trouwens onontbeerlijke, verminderingen.

De voorgestelde sommen worden noodig geacht om geene belemmering in den weg te leggen aan de voortzetting der in gang zijnde werken voor 's Rijkstoerusting, of voor deszelfs herstel. Op grond van den aard hunner bemoeienissen, werd ruimere maat toegemeten aan den dienst der Bevoorrading en aan den dienst der verwoeste gewesten.

Neemt men, anderzijds, in overweging dat de ontworpen wet verbiedt met eenig nieuwe uitgave te beginnen over welker beginsel de Wetgeving geene uitspraak heeft gewezen, zoo is het onmiskenbaar dat alle maatregelen zijn getroffen om de voorrechten van het Parlement te vrijwaren wat stemming over de uitgaven betreft, en, in die voorwaarden, koester ik de verwachting dat de Kamer aan de voorgestelde kredieten hare goedkeuring zal geven.

*
* * *

Het wetsontwerp bevat, daarenboven, verschillende hierna verantwoorde bepalingen.

ART. 5.

Overlast van werkzaamheden waarmede de openbare beheeren door de gebeurtenissen en de nieuwe, zoowel fiscale, als andere, in uitvoering getreden wetten bezet werden, is oorzaak geweest, dat wettelijk aan het begrootingsdienstjaar 1919 verbonden ontvangsten en uitgaven niet vóór 31 October 1920, datum van afsluiting van gemeld dienstjaar hebben kunnen ingevorderd of vereffend en betaalbaar gesteld worden.

Ten einde aan genoemd dienstjaar, in de mogelijke mate, de daartoe behoorrende ontvangsten en de daarop berustende uitgaven te laten, stelt de Regeering voor het tot op 31 December van het loopende jaar te verlengen,

Aangezien dezelfde toestand voor het dienstjaar 1920 zal intreden, zoo behoort, wat dit betreft, een gelijke maatregel te worden getroffen.

Ziedaar het onderwerp van artikel 5 van het wetsontwerp.

ART. 6 en 7.

Gelet op de veelvuldige moeilijkheden uit den oorlog gesproten, heeft artikel 3 der wet van 25 Januari 1920 toegelaten om, zonder afbreuk te doen aan den normalen termijn van verjaring (5 jaar), tot den 31 December 1920 de aanslagen in zake rechtstreeksche belastingen en daarmede verwante taxes, in verband met de dienstjaren 1913 tot 1919, te vestigen.

Anderzijds werden bij artikel 4, 1^o, derzelfde wet, tot op voormelden datum de termijnen van verval verlengd, die in 1919 waren verstreken of die in 1920 zouden verstrijken, betreffende de vervolgingen tot invordering van hoogerbedoelde belastingen.

Ondanks alle inspanning vanwege de provinciale diensten, zullen zij zakelijk niet bij machte zijn om vóór het einde van dit jaar te beëindigen : 1° het vestigen der aanvullende aanslagen in het patentrecht ten laste der personen die, eene aangifte tot de bijzondere belasting op de oorlogswinsten onderschreven hebbende, bevonden werden, vroeger, volgens een winsteijfer beneden de werkelijkheid, in het patentrecht te zijn aangeslagen geworden ; 2° het heraanslaan in het patentrecht ten laste van patentplichtigen wier aanslagen door een onvoltallig zettterscollege werden gevestigd, omstandigheid die, krachtens eene rechtspraak van onlangs van het Hof van Verbreking, gemelde aanslagen onwettig maakt.

Anderzijds, onder de onaangezuiverde aanslagen voor de invordering waarvan de verjaring eerlang zal verkregen worden, zijn er een groot getal die verschuldigd blijven door belastingplichtigen welke — zonder onvermogen te zijn — zich nog in een moeilijken toestand bevinden, die hun niet toelaat hunne schuld te voldoen. Ter vrijwaring der rechten van de Schatkist, zouden dwangbevelen tot schorsing der verjaring aan die achterstalligen moeten beteekend worden, hetgeen den ontvangers veel werk en den belanghebbenden noodlooze kosten zou berokkenen.

In die voorwaarden, ter voorkoming dat schatplichtigen aan eene belasting zouden ontkomen, die zij wettig verschuldigd zijn, en ten einde aan personen, die belangstelling waardig zijn, overlasten te sparen, stelt de Regeering voor tot den 31^e December 1921 den termijn te verlengen waarbinnen de achterstallige aanslagen der dienstjaren 1913 tot 1919 wettig kunnen gevestigd worden en tot op denzelfden datum de termijnen van verval te verschuiven, die in 1920 afge-loopen zijn of in 1921 mochten verstrijken.

Die bepalingen zouden insgelijks op de provincie- en gemeentebelastingen van toepassing zijn.

Uit aanmerking der veelerlei moeilijkheden waarmede de belastingschuldigen tijdens den oorlog te worstelen hadden heeft de toenmalige Regeering besloten de invordering der erfenisrechten in het onbezette gedeelte des Rijks tot op het einde der vijandelikheden uit te stellen.

Vermeden moet worden, dat belastingschuldigen, onder begunstiging dier beslissing van loutere welwillendheid, den Staat de uitzondering van verjaring kunnen tegenwerpen.

De bepaling van artikel 7, 2° strekt dit gevaar te weren, en, meer algemeen, het Beheer te ontheffen van de verplichting talrijke vervolgingen ten bewarenden titel in te spannen tegen de belastingschuldigen die in den lande nog niet zijn teruggekomen of zich in de onmogelijkheid bevinden zich van hunne schuld jegens de Schatkist te kwijten.

ART. 8.

De Comiteiten van leeningen en voorschotten te Londen en te Den Haag, onderscheidenlijk ingesteld bij Koninklijk besluit van 1 December 1914 en bij ministerieel besluit van 2 Maart 1915 genomen in uitvoering van het Koninklijk besluit van 1^{en} derzelfde maand, werden er toe gemachtigd voorschotten te doen op schuldvorderingen ten laste van den Staat.

De rekenplichtigen van het leger hebben aan de gepensioneerde militairen die dienst hadden hernomen het bedrag van het pensioen voorgeschoten; dit werd van hunne jaarwedde afgehouden.

De verevening dier voorschotten vordert zeer aanzienlijken arbeid, die met bekwamen spoed wordt uitgevoerd doch slechts gedeeltelijk op 31 der loopende maand December kan verricht zijn. Een nieuwe termijn van een jaar, ten hoogste, zal noodig zijn om hem tot een einde te brengen.

* * *

Ik verwacht, Mijne Heeren, dat, op grond der door mij aangevoerde redenen, gij er in zult toestemmen de bepalingen die het voorwerp der artikelen 5 tot 8 uitmaken tot wet te verheffen en het daarheen zult willen leiden dat de wet vóór het einde van het jaar kunne afgekondigd worden gesteld dat zij met 1^{sten} Januari 1921 in werking moet treden.

De Minister van Financiën,

THEUNIS.

ANNEXE AU N° 17

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur le Budget général de l'exercice 1921, autorisant la perception des impôts et contenant des dispositions diverses.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, aux Chambres législatives, par Notre Ministre des Finances :

ARTICLE PREMIER.

Des crédits provisoires à valoir sur le Budget général de l'exercice 1921 sont ouverts, savoir :

A. — Pour les dépenses ordinaires.

Au Ministère des Finances pour le service de la Dette . . fr. 164,600,000

Au Ministère des Finances pour les Dotations. . . 2,823,000

Au Ministère de la Justice 18,549,000

BIJLAGE VAN N° 17

Wetsontwerp houdende toekenning van voorloopige credieten te gelden op de Algemeene Begrooting voor het dienstjaar 1921 en toelating om de belastingen in te vorderen alsmede verscheidene bepalingen.

ALBERT,

KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën, en volgens advies van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het volgend wetsontwerp, zal, in Onzen Naam, door Onzen Minister van Financiën aan de Wetgevende Kamers aangeboden worden :

EERSTE ARTIKEL.

Voorloopige credieten te gelden op de Algemeene Begrooting, voor het dienstjaar 1921 worden geopend, te weten :

A. — Voor de gewone uitgaven.

Aan het Ministerie van Financiën voor den dienst der Schuld . fr. 164,600,000

Aan het Ministerie van Financiën voor de Dotatiën 2,823,000

Aan het Ministerie van Justitie 18,549,000

Au Ministère des Affaires Etrangères	3,984,000	Aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken	3,984,000
Au Ministère de l'Inté- rieur	11,250,000	Aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken	11,250,000
Au Ministère des Sciences et des Arts	64,000,000	Aan het Ministerie van Wetenschappen en Kun- sten	64,000,000
Au Ministère de l'Agri- culture	5,700,000	Aan het Ministerie van Landbouw	5,700,000
Au Ministère des Travaux publics	18,660,000	Aan het Ministerie van Openbare Werken	18,660,000
Au Ministère de l'Indus- trie, du Travail et du Ravitaillement	35,000,000	Aan het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading	35,000,000
Au Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	308,000,000	Aan het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen	308,000,000
Au Ministère des Colonies	1,179,000	Aan het Ministerie van Kolonien	1,179,000
Au Ministère de la Défense Nationale	162,000,000	Aan het Ministerie van Landsverdediging	162,000,000
Au Ministère de la Défense Nationale pour la Gen- darmerie	14,000,000	Aan het Ministerie van Landsverdediging voor de Gendarmerie	14,000,000
Au Ministère des Finances	30,000,000	Aan het Ministerie van Financiën	30,000,000
Au Ministère des Affaires Economiques	1,000,000	Aan het Ministerie van Staathuishoudkundige Zaken	1,000,000
Au Ministère des Finances pour les Non-Valeurs et les Remboursements	6,600,000	Aan het Ministerie van Financiën voor de On- waarden en Terugbeta- lingen	6,600,000
B. — Pour les dépenses extraordi- naires.		B. — Voor de buitengewone uitgaven.	
Au Ministère des Finances pour le ser- vice de la Dette . . . fr.	150,000,000	Aan het Ministerie van Financiën voor den dienst der Schuld fr.	150,000,000
Au Ministère de la Justice	1,200,000	Aan het Ministerie van Justitie	1,200,000

Au Ministère des Affaires Étrangères	1,000,000	Aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken	1,000,000
Au Ministère de l'Inté- rieur	628,000	Aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken	628,000
Au Ministère des Sciences et des Arts	123,000	Aan het Ministerie van Wetenschappen en Kun- sten	123,000
Au Ministère de l'Agricul- ture	20,700,000	Aan het Ministerie van Landbouw	20,700,000
Au Ministère des Travaux publics	30,000,000	Aan het Ministerie van Openbare Werken	30,000,000
Au Ministère de l'Indus- trie, du Travail et du Ravitaillement	596,000,000	Aan het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading	596,000,000
Au Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes	154,230,000	Aan het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen	154,230,000
Au Ministère de la Défense Nationale	72,500,000	Aan het Ministerie van Landsverdediging	72,500,000
Au Ministère des Finances	35,000,000	Aan het Ministerie van Financiën	35,000,000
Au Ministère des Affaires Economiques	300,000,000	Aan het Ministerie van Staat huishoudkundige Zaken	300,000,000

ART. 2.

Les impôts directs et indirects, en principal et additionnels au profit de l'État (y compris l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels) existant au 31 décembre 1920, seront recouvrés pendant les trois premiers mois de l'année 1921, d'après les lois et tarifs qui en règlent l'assiette et la perception.

ART. 3.

Les recettes et les dépenses à effectuer sur fonds de tiers et sur ressources spéciales, se feront pendant les trois

ART. 2.

De rechtstreeksche en onrechtstreeksche belastingen, in hoofdsom en opcentiemen, ten voordeele van den Staat, (inbegrepen de bijzondere belasting op de uitzonderlijke winsten), bestaande op 31 December 1920, zullen gedurende de eerste drie maanden van het jaar 1921 geïnd worden, volgens de wetten en de tarieven welke de zetting en de heffing ervan regelen.

ART. 3.

De ontvangsten en de uitgaven op gelden van derde personen en op bijzondere middelen zullen, gedurende de

premiers mois de l'année 1921, conformément aux dispositions des articles 5 et 24 de la loi sur la comptabilité de l'État du 15 mai 1846.

ART. 4.

Les crédits provisoires alloués par la présente loi seront affectés exclusivement à des dépenses ordinaires et extraordinaires autorisées par la Législature en 1920.

Jusqu'au moment du dépôt du projet de Budget pour 1921, ces dépenses pourront être faites conformément aux libellés des articles du Budget de 1920.

ART. 5.

Par dérogation à la prescription de l'article 2, dernier alinéa, de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, le délai concernant les opérations relatives au recouvrement des produits et à la liquidation et à l'ordonnement des dépenses des exercices 1919 et 1920, est prolongé respectivement jusqu'au 31 décembre 1920 et 1921.

ART. 6.

Sans préjudice aux dispositions de l'article 2 de la loi du 24 octobre 1919, les cotisations en matière d'impôts directs et de taxes y assimilées, afférentes aux exercices 1913 à 1919, peuvent être établies jusqu'au 31 décembre 1921.

ART. 7.

Sont prorogés au 31 décembre 1921 :

1° Les délais de prescription qui

eerste drie maanden van het jaar 1921 gedaan worden overeenkomstig de bepalingen der artikelen 5 en 24 der wet van 15 Mei 1846 op de Staatsrekenplichtigheid.

ART. 4.

De bij deze wet verleende voorloopige credieten zullen uitsluitend dienen tot bestrijding van gewone en buitengewone uitgaven veroorloofd door de Wetgeving in 1920.

Deze uitgaven zullen mogen gedaan worden, overeenkomstig met den tekst der artikelen van de Begrooting over 1920, tot op het oogenblik der nederlegging van het ontwerp van Begrooting over 1921.

ART. 5.

Bij afwijking van de voorschriften van artikel 2, laatste lid, der wet van 15 Mei 1846 op de Staatsrekenplichtigheid, wordt de termijn betreffende de bewerkingen omtrent de invordering der produkten en de verevening en ordonnanceering van de uitgaven der dienstjaren 1919 en 1920 wederzijds verlengd tot op 31 December 1920 en 1921.

ART. 6.

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van artikel 2 der wet van 24 October 1919, mogen de aanslagen in zake rechtstreeksche belastingen en daarmede verwante taxes, in verband met de dienstjaren 1913 tot 1919, tot 31 December 1921 worden gevestigd,

ART. 7.

Worden verlengd tot 31 December 1921 :

1° De verjaaringstermijnen die ver-

sont expirés en 1920 ou qui-expireraient en 1921 relativement aux poursuites en recouvrement d'impôts directs et de taxes y assimilées.

2° Le délai établi par l'article 5 de la loi transitoire de finances du 28 décembre 1918 et prorogé par l'article 4, 2°, de la loi du 23 janvier 1920.

ART. 8.

Par dérogation à l'article 36 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, le règlement des avances effectuées sur des créances ordonnancées à charge de chacun des budgets des exercices 1913 à 1916, et dont le délai de prescription avait été déjà reporté au 31 décembre 1920, pourra se continuer jusqu'au 31 décembre 1921.

ART. 9.

La présente loi sera exécutoire le 1^{er} janvier 1921.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1920.

streken zijn in 1920 of die in 1921 zouden verstrijken, betreffende de vervolgingen tot invordering van rechtstreeksche belastingen en daarmede verwante taxes.

2° De termijn bepaald door artikel 5 der overgangswet van financiën van 28 December 1918 en verlengd door artikel 4, 2°, der wet van 23 Januari 1920.

ART. 8.

Bij afwijking van artikel 36 der wet van 15 Mei 1846 op de Staatsrekenplichtigheid, mag de regeling der vóorschotten op schuldbrieven geordnaneerd ten laste van ieder der begrootingen der dienstjaar 1913 tot 1916 en wier vervallingsstermijn reeds tot 31 December 1920 verlengd werd, tot op 31 December 1921 voortgedaan worden.

ART. 9.

Deze wet treedt in werking den 1^{er} Januari 1921.

Gegeven te Brussel, den 14 Decembre 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

THEUNIS.
